

Point de Presse du Conseil d'Etat

3 février 2011

La version Internet fait foi

M. Mark Muller, président du Conseil d'Etat

M. Christophe Genoud, vice-chancelier

Sommaire

Région transfrontalière	4
Jeux olympiques d'hiver 2018: Genève reçoit le dossier de candidature d'Annecy	4
Genève	5
Prestation de serment de l'école de police	5
Création d'un groupe de travail pour lutter contre la pénurie des professionnels de la santé.....	5
250 nouveaux logements prévus autour de la future gare CEVA de Chêne-Bourg	6
Renouvellement pour 2011 de l'indemnité à la Fondation pour le tourisme.....	6
Réserves naturelles : treize périmètres définis	7
Aboutissement d'un référendum dans la commune de Meyrin.....	7
Sujets cantonaux soumis au vote populaire le 15 mai 2011.....	8
Agenda des invitations à la presse	9

Région transfrontalière

Jeux olympiques d'hiver 2018: Genève reçoit le dossier de candidature d'Annecy

Monsieur Mark Muller, président du Conseil d'Etat, recevra ce jeudi après-midi une délégation du comité Annecy 2018 qui lui remettra un exemplaire de son dossier de candidature à l'organisation des Jeux olympiques d'hiver 2018.

Ce dossier, semblable à celui remis au Comité international olympique (CIO) le 10 janvier dernier à Lausanne, sera transmis par Annecy au Conseil d'Etat genevois, qui lui a apporté des garanties dans les domaines de la sécurité, des services d'urgence, d'accueil à l'Aéroport international de Genève ou encore de disponibilité hôtelière.

Le comité de candidature Annecy 2018 sera représenté par MM. Jean-Luc Rigaut, maire d'Annecy, Christian Monteil, président du Conseil général de Haute-Savoie, et Pierre Mirabaud, directeur général de la candidature.

*Pour toute information complémentaire: M. Michael Kleiner, responsable du dossier Jeux olympiques, DIP,
☎ 022 327 94 11.*

Prestation de serment de l'école de police

Le Conseil d'Etat a présidé, mercredi 2 février en fin de matinée, à la prestation de serment de l'école de police, classes de police judiciaire et de gendarmerie. Neuf nouveaux inspecteurs de la police judiciaire et seize nouveaux gendarmes ont prêté serment devant le Conseil d'Etat *in corpore*.

Cette traditionnelle cérémonie, qui a eu lieu sur la promenade de la Treille, est le point d'orgue d'un enseignement dispensé durant douze mois au centre de formation de la police. Cette formation est couronnée à Genève par l'obtention du brevet fédéral de policier.



*Pour toute information complémentaire : M. Eric Grandjean, officier de communication de la police, DSPE,
☎ 022 427 80 36.*

Création d'un groupe de travail pour lutter contre la pénurie des professionnels de la santé

Au regard des besoins prévisibles dans le domaine de la santé et de la pénurie avérée des professionnels de la santé, le Conseil d'Etat a décidé de constituer un groupe de travail chargé de proposer une série d'actions visant à faire face à cette situation.

Ce groupe de travail sera composé de représentants de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale de Genève, de la direction générale de la santé, de la direction générale de l'action sociale, de la direction générale de l'enseignement secondaire postobligatoire, des Hôpitaux universitaires de Genève, de la Fondation des services d'aide et de soins à domicile, de l'Association des médecins du canton de Genève, de l'Association suisse des infirmières et infirmiers - section Genève, de la faculté de médecine de l'Université de Genève, de la Fédération des établissements médico-sociaux, de l'Association des cliniques privées de Genève et de l'Agence régionale de santé Rhône-Alpes.

La mission de ce groupe de travail sera de répondre durablement aux besoins de relève en professionnels de la santé dans le canton de Genève et dans sa région transfrontalière en mettant en place une stratégie coordonnée entre les différents interlocuteurs concernés. Les objectifs de ce mandat sont de mener une analyse complète des actions existantes, de proposer de nouvelles actions et de définir leur priorité. Un rapport intégrant ces actions et présentant un plan stratégique sera remis au Conseil d'Etat.

Bien que les acteurs du domaine de la santé soient pleinement conscients de la situation dans le canton de Genève et sa région transfrontalière, tout comme dans l'ensemble de la Suisse, et qu'ils collaborent déjà à différents niveaux, il n'existe pas, à ce jour, de coordination politique. Or, plus que jamais, une démarche coordonnée s'avère nécessaire afin de mieux faire face à ces enjeux socio-sanitaires majeurs.

Pour toute information complémentaire: M. François Abbé-Decarroux, directeur général de la HES-SO Genève, DIP, ☎ 022 388 65 05 ou Mme Anne-Geneviève Bütikofer, directrice générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 26.

250 nouveaux logements prévus autour de la future gare CEVA de Chêne-Bourg

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi modifiant les limites de zones dans le périmètre de la gare de Chêne-Bourg. Ce projet permettra la création d'une zone 2 (quartiers édifiés sur le territoire des anciennes fortifications et des quartiers nettement urbains qui leur sont contigus) et d'une zone de développement 3 (régions dont la transformation en quartiers urbains est fortement avancée) destinées à devenir un important pôle d'échange de transports collectifs avec la construction de la liaison ferroviaire Cornavin-Eaux-Vives-Annemasse (CEVA).



D'une superficie de 59 242 m², le périmètre concerné est aujourd'hui occupé par la gare de Chêne-Bourg, des bâtiments industriels, des entrepôts et des logements. Le projet de loi vise à aménager les terrains situés autour de la future gare CEVA et permettre ainsi au quartier de bénéficier d'une desserte en transports collectifs de qualité, propice au développement d'activités. En outre, ce projet rendra possible la réalisation de 250 logements dans un site majeur de l'agglomération genevoise.

L'enquête publique ouverte du 3 mai au 2 juin 2010 a donné lieu à quelques observations. Le Conseil municipal de la commune de Chêne-Bourg a par ailleurs préavisé favorablement ce projet le 16 novembre 2010.

Pour toute information complémentaire : M. Xavier de Rivaz, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 13.

Renouvellement pour 2011 de l'indemnité à la Fondation pour le tourisme

Conformément à la [loi sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005](#) (LIAF), le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi octroyant une indemnité de 485'000 francs à la Fondation pour le tourisme pour l'année 2011. Cette indemnité s'ajoute au produit des taxes touristiques (taxe de séjour et taxe de promotion du tourisme) de quelque 14,5 millions de francs, prélevées auprès des usagers et servant à financer l'ensemble des actions de promotion du tourisme genevois réalisées par l'association Genève Tourisme & Congrès.

Cette indemnité est limitée à la seule année 2011. Au terme de celle-ci, il est en effet prévu de réunir en une seule entité la Fondation pour le tourisme et l'association Genève Tourisme & Congrès.

Pour tout complément d'information : M. Jean-Charles Magnin, directeur général des affaires économiques, DARES, ☎ 022 546 88 50.

Réserves naturelles : treize périmètres définis

Dans le but d'assurer la protection légale des sites d'importance nationale, régionale et locale, le Conseil d'Etat a validé les périmètres de treize réserves naturelles sises dans les communes d'Aire-la-Ville, Carouge, Cartigny, Céligny, Chancy, Collex-Bossy, Collonge-Bellerive, Jussy, Meyrin, Vernier et Versoix ([cliquer sur le plan pour l'agrandir](#)). Une première série de douze périmètres avait été désignée le 4 novembre 2009 (voir [point de presse](#)).



Conjointement à la mise en œuvre de plans de gestion, cette décision permet de répondre aux engagements en matière de certification forestière et d'apporter les précisions nécessaires en vue de l'obtention de soutiens financiers de la Confédération. Par ailleurs, la définition claire des périmètres facilitera la gestion du public dans ces sites, et une signalisation adaptée sera mise en place afin d'offrir aux visiteurs une information de qualité sur les richesses naturelles du canton, tout en assurant leur épanouissement.

La désignation d'autres biotopes est prévue, avec l'accord des propriétaires concernés.

Pour toute information complémentaire : M. Bertrand von Arx, conservateur de la nature et du paysage, ou M. Patrik Fouvry, inspecteur cantonal des forêts, DIM, ☎ 022 388 55 01.

Aboutissement d'un référendum dans la commune de Meyrin

Le Conseil d'Etat a constaté l'aboutissement du référendum contre la délibération du Conseil municipal de la commune de Meyrin, du 16 novembre 2010, relative à l'approbation du taux des centimes additionnels fixé à 45 centimes.



La vérification des signatures déposées à l'appui de cette demande de référendum a donné les résultats suivants:

- signatures déposées 1635
- signatures contrôlées 1478
- signatures validées 1362

Le nombre de 1341 signatures valables, soit les 10% de signatures valables d'électeurs de la commune requis par la constitution pour faire aboutir le référendum, est ainsi atteint.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours à compter du lendemain de la publication de l'arrêté dans la *Feuille d'avis officielle*.

La date de la votation communale à Meyrin sur cet objet est fixée au 15 mai 2011.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, ☎ 022 327 95 00.

Sujets cantonaux soumis au vote populaire le 15 mai 2011

Le Conseil d'Etat a arrêté les objets cantonaux suivants soumis au vote populaire lors de la votation cantonale du 15 mai 2011:

- la [loi constitutionnelle modifiant la constitution de la République et canton de Genève](#), du 19 novembre 2010 (Cst-GE) (A 2 00 - 10437);
- la [loi modifiant les limites de zones sur le territoire des communes de Plan-les-Ouates et de Confignon \(création de zones diverses\) aux lieux-dits «Les Cherpines» et «Les Charrotons»](#), du 24 septembre 2010 (10523);
- la [loi modifiant la loi sur l'imposition des personnes physiques](#) (LIPP) (déductibilité des impôts fonciers), du 28 janvier 2011 (D 3 08 - 10756);
- la [loi modifiant la loi sur l'imposition des personnes physiques](#) (LIPP - D 3 08) - (A 5 05 - 10616) (transparence et financement des partis politiques), article 3 souligné, alinéa 2, du 27 janvier 2011;
- l'[initiative 144 «Pour une mobilité douce \(initiative des villes\)»](#).

Par ailleurs, le 15 mai 2011 auront également lieu des votes communaux dans les communes suivantes:

A Vandœuvres: la délibération du Conseil municipal de la commune de Vandœuvres du 13 septembre 2010 ouvrant un crédit d'engagement de 3 500 000 francs destiné aux travaux de transformation de l'immeuble, propriété de la commune de Vandœuvres, sis 2, chemin du Manoret, en logements pour étudiants (voir [point de presse du 25 novembre 2010](#)).

A Meyrin: la délibération du Conseil municipal de la commune de Meyrin du 16 novembre 2010 relative à l'approbation du taux des centimes additionnels fixé à 45 centimes.

Les prises de position des partis politiques, autres associations ou groupements doivent être déposées en mains propres au service des votations et élections, route des Acacias 25, au plus tard le lundi 28 mars 2011 avant midi.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, ☎ 022 327 95 00.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
4 février 11h30	Journée internationale de tolérance zéro contre les mutilations génitales féminines	Salle III du Palais des Nations, 1er étage	DSPE	Fabienne Bugnon ☎ 022 327 92 71
5 février de 9h00 à 14h00	Forum «Une politique cantonale du sport »	Stade de Genève, Event Center	DIP	Serge Baehler ☎ 022 546 69 17
15 février 11h30	Présentation du dépliant de promotion pour le vote des électeurs étrangers	Buvette des Bains des Pâquis	CHA	Nicolas Merckling ☎ 022 327 90 80
8 mars 10h00	Promotion économique	<i>à définir</i>	DARES	Irina Sakharova ☎ 022 388 31 63